

A.U. 2024-22  
MAIRIE DE  
POUGUES LES EAUX

DECLARATION PREALABLE  
DELIVREE PAR LE MAIRE  
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le : 08/01/2024  
Avis de dépôt affiché en mairie le : 08/01/2024  
Dossier complet le : 09/04/2024

DP 058214 24 N0002

Par : MAIRIE DE POUQUES LES EAUX représentée par Madame Sylvie CANTREL  
Demeurant : 90 Parc Simone Veil - 58320 POUQUES LES EAUX  
Pour : Installation de deux structures multi-jeux pour enfants  
Sur un terrain sis : 311 avenue Conti - Cadastéré : Z.D. n°244

**LE MAIRE,**

Vu la demande de Déclaration Préalable susvisée ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 février 2024, exécutoire le 16 février 2024 ?

Vu l'accord avec prescription émis 12 avril 2024, par l'architecte des Bâtiments de France (annexe 1).

**ARRÊTE :**

**Article 1er :** Ladite Déclaration Préalable est ACCORDÉE sous réserve des prescriptions suivantes :

- Les travaux devront être exécutés conformément aux plans et descriptifs joints à la demande. Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France seront également suivies.

**Article 2 :** Le Maire de POUQUES LES EAUX est chargé en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 3 :** Copie de la présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article R 423-7 et suivants du Code de l'Urbanisme.

POUGUES LES EAUX, le 12 avril 2024  
Le Premier Adjoint,  
  
Gilles BERTRAND



**INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE :** Les effets de l'autorisation sont caducs si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année (décret n°2016-6 du 5 janvier 2016).

- **AFFICHAGE :** L'affichage de l'exemplaire de la déclaration mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite)

- **Taxe d'Aménagement :** copie du dossier est transmise aux services de la Direction Départementale des Territoires, chargés de l'établissement de la Taxe d'Aménagement dans le cas où les travaux y sont assujettis.